



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Pour nos retraites, nos salaires et nos conditions de travail On ira jusqu'au bout !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 9 FÉVRIER 2023

Après les manifestations géantes du 31 janvier – du jamais vu depuis 30 ans – celles qui ont eu lieu ce mardi ont démontré que le refus de la « réforme » des retraites reste franc, massif et déterminé, même si le nombre de grévistes et de manifestants a été moins nombreux. La preuve : des manifestations ont eu lieu, y compris dans des villes peu habituées aux défilés. Sans parler des jeunes qui commencent à déferler dans les manifestations. Oui, la colère est intacte, elle s'étend et nous continuerons à l'exprimer en participant massivement aux manifestations organisées ce samedi 11 février.

AUGMENTEZ LES SALAIRES, PAS L'ÂGE DE LA RETRAITE !

La colère n'est pas limitée à la seule question des retraites. C'est un ras-le-bol général contre l'exploitation capitaliste, les salaires qui ne permettent pas de vivre, le travail qui tue avant même la retraite. C'est toute cette rage qui a fleuri sur les pancartes dans les manifestations.

Çà et là, les travailleurs d'une même entreprise, d'un même secteur, quelquefois en cortège interprofessionnel, se sont regroupés pour défilier ensemble. Tous derrière la même banderole, c'est mieux que chacun tout seul dans son coin. Car si tous les syndicats ont appelé, pourquoi donc des cortèges syndicaux classés par étiquettes qui nous éparpillent selon l'appartenance (ou pas) des uns et des autres ? Au lieu de saisir l'occasion d'être tous ensemble pour discuter de la suite du mouvement ! Rien de tel pour sentir notre force collective et pour nous rassembler autour de nos revendications, par delà nos secteurs.

SUR TOUS LES SUJETS, LE PATRONAT PEUT BATTRE EN RETRAITE

Dans certaines entreprises du privé, des grèves éclatent, pour les salaires, mais pas seulement : dans l'industrie pharmaceutique (BioMérieux en région lyonnaise, Cenexi près de Paris), dans la sous-traitance automobile (Plastic Omnium et

Forvia près de Rennes), chez Flandria Aluminium dans le Nord ou encore chez Idemia, fabricant de cartes bancaires en Bretagne. Des entreprises plus petites ou qui n'avaient parfois jamais connu de grève complètent cette longue liste de luttes.

Les patrons craignent que le mouvement national contre la réforme et les luttes dans les entreprises se renforcent mutuellement. C'est donc la voie à suivre pour les faire payer afin de travailler moins et gagner plus.

LES POLITICIENS TENTENT DE FAIRE DIVERSION

En attendant, la machine parlementaire est lancée. On connaît la chanson : une pluie d'amendements, des effets de manche, des négociations en coulisses... et la loi immigration bientôt présentée par le ministre de l'Intérieur, Darmanin, pour allumer un contre-feu raciste à notre mobilisation. Mais ça ne prendra pas !

L'ARME DES TRAVAILLEURS, C'EST LA GRÈVE !

Il n'y a rien à attendre des palabres au Parlement. C'est par la grève et dans la rue, toutes et tous ensemble, qu'on fera reculer ce gouvernement et les patrons. Il est essentiel de se réunir en assemblées générales, pour échanger, voir où on en est, bref décider tous ensemble de notre mouvement et de nos revendications.

L'intersyndicale cantonne ses revendications au strict « retrait de la réforme », et ne donne aucune perspective pour construire la grève reconductible sur la durée. Mais c'est aussi sur toutes les attaques passées, celles qui ont déjà fait reculer l'âge de la retraite de 60 à 62 ans, ou bien celles qui ont baissé les allocations chômage, qu'il faut faire reculer le gouvernement et le patronat.

C'est bien pour cela que nous devons nous réunir, pour décider collectivement de nos revendications, de la construction de la grève. Car c'est d'un mouvement d'ensemble qui paralyse l'économie dont nous avons aujourd'hui besoin pour les faire céder !



N.A.O. : UNE GROSSE ARNAQUE

Depuis la 2ème réunion qui a clos les « négociations » annuelles sur les salaires, jeudi 26 janvier, la direction prétend qu'elle propose des augmentations records depuis 1992 : soi-disant 110 € minimum et 7,5% en moyenne.

Mais une fois de plus, les « communicants » de la direction manipulent les chiffres pour faire passer leurs mensonges. La direction mélange une prime de partage de valeur (valeur créée par nous, merci de la partager... un tout petit peu) de 700 €, des augmentations individuelles à la tête du client et des augmentations générales de seulement 3 % pour les ETAM et 4% pour les APR. Bien loin des 6 % d'inflation subis en 2022 et des plus de 5 % déjà annoncés pour 2023 !

Pour les cadres, ce seront seulement des augmentations individuelles... Et 10 % n'auront rien.

Mais quand on tente toujours le même tour de passe passe, on ne trompe plus grand monde. La preuve ? Mercredi dernier, les salariés de l'usine de Douai ont réagi aux annonces en débrayant immédiatement. Un exemple à suivre... car c'est les salaires qu'il faut augmenter, pas l'âge de la retraite !

SALAIRES - INFLATION

LA GRANDE BRETAGNE EN ÉBULLITION

Partout en Europe, la flambée des produits essentiels de la vie de tous les jours (alimentation, gaz, électricité, essence) frappe de plein fouet les catégories populaires. Pendant que les grandes firmes continuent d'afficher des profits insolents et d'arroser de milliards leurs actionnaires. D'où une rage sociale à l'origine de multiples grèves pour des augmentations de salaires. C'est le cas en Grande Bretagne depuis un an, avec des grèves massives dans les secteurs du rail, du métro, de la santé (infirmières ...). Les grandes directions syndicales avaient décrété une trêve pour la mort de la reine, mais les grèves ont repris de plus belle depuis. Jusqu'à la journée du 1^{er} février qui a vu un demi-million d'enseignants, de fonctionnaires, de conducteurs de train, débrayer pour les salaires, suivis cette semaine par les personnels de santé. Une combativité remarquable, qui manque, cependant, d'un véritable plan de bataille à la hauteur, coordonné et contrôlé par les grévistes eux/elles-mêmes pour arriver à faire plier patronat et gouvernement.

RETRAITE MINIMALE À 1.200 € :

UNE PROMESSE LARGEMENT MENSONGÈRE

D'après la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques (DREES), trois retraités sur dix, soit environ 4,5 millions de personnes, ont une pension de droit direct (c'est à dire acquise sur la base de leurs propres cotisations), de moins de 1000 € bruts. Un nombre qui reste à plus de 3,5 millions, si on tient compte des pensions de réversion touchées du fait du décès du conjoint.

En laissant entendre qu'avec leur réforme, personne ne toucherait moins de 1.200 € bruts, Macron et son gouvernement se gardent bien de préciser au grand public que cette timide revalorisation

serait réservée finalement à un nombre dérisoire de personnes : celles qui aurait fait une « carrière complète », sans jamais dépasser le SMIC. Or la majorité des personnes qui touchent des pensions de misère ont des carrières incomplètes. Pour elles, pas de minimum à 1.200€.

On sait, qui plus est, que les carrières incomplètes concernent en majorité les femmes. Quant au sort des personnes ayant eu au cours de leur carrière quelques années juste un peu au dessus du SMIC, aucune certitude à ce jour qu'elles puissent toucher ce minimum à 1.200 €.

RETRAITES ET CARRIÈRES À TROUS : UN AVENIR AUSSI SOMBRE QUE LE PRÉSENT

La plupart des personnes qui ont les retraites les plus faibles ont dû, à certains moments, interrompre leur carrière professionnelle : pour des raisons de santé, pour prendre soin de leurs enfants ou de leurs proches, pour raison de chômage prolongé non indemnisé ... Déjà aujourd'hui, une « carrière amputée » signifie une « retraite amputée » dans les mêmes proportions. Avec une double peine pour celles et ceux qui veulent partir avant 67 ans : leur retraite subit une pénalité dite « décote » au prorata du nombre de trimestres en moins par rapport à celui exigé pour une retraite à taux plein.

Sans surprise, cette malédiction des carrières à trous débouchant sur des retraites de misère frappe essentiellement les personnes de milieux modestes, parmi lesquelles une majorité de femmes. Et quoi qu'en dise la communication gouvernementale, à part quelques mesures cosmétiques, la situation ne va pas s'arranger avec la réforme voulue par Macron et son gouvernement. A une vie de galère continuera de succéder une retraite de misère, pour les personnes qui – cerise sur le gâteau – ont l'espérance de vie la plus courte.

BAPTISER « PROGRÈS » UN « REcul SOCIAL » LA COMMUNICATION HONTEUSE DE BORNE

Elisabeth Borne se plaît à vanter « *le progrès social au cœur du projet* » de réforme des retraites de son gouvernement. Le mensonge est si gros que personne ne peut y croire. Obliger les salarié.es à travailler deux ans de plus, alors que la souffrance au travail ne cesse de croître : un progrès ? Augmenter en plus le nombre de trimestres nécessaires pour échapper à la décote, ce qui condamne à terme de plus en plus de retraités.es à vivre avec des pensions au rabais, faute d'avoir le nombre de trimestres exigés : un progrès ? Que dire enfin du sort réservé par leur réforme aux « carrières longues », ce dispositif qui permet un départ avant l'âge légal, à condition d'avoir accumulé tous les trimestres exigés pour une pension sans décote ?

Certes, ceux et celles qui ayant commencé à travailler avant 16 ans (un nombre infime) ne devront plus que 43 ans de cotisations au lieu de 44. Mais on exigera 44 ans de ceux et celles ayant commencé avant 18 ans. Et ceux et celles qui auront commencé avant 20 ans ne pourront partir qu'à 62 ans, au lieu de 60 aujourd'hui. Qualifier cette réforme de « progrès », il faut oser !